

LES GAULLISTES :  
DE LA FRANCE LIBRE  
À AUJOURD'HUI ?

97

Dans le premier ouvrage – et un des rares – intitulé *Les Gaullistes*, le journaliste Pierre Viansson-Ponté évoque, dès 1963, « mille et un gaullismes » et avoue : « On a maintes fois tenté de les numéroter, de les classer, de les décrire : toujours, l'épisode suivant a obligé à reprendre les définitions et a renversé la démonstration. »<sup>1</sup> La tâche est encore plus difficile aujourd'hui, quatre-vingts ans après la naissance du vocable, au lendemain du 18 juin 1940. De Gaulle n'y aide pas, affirmant tantôt : « Chaque Français fut, est ou sera gaulliste<sup>2</sup> », tantôt – en privé, il est vrai : « Je ne permets à personne, même à ceux qui m'ont suivi fidèlement, de se servir de mon nom, fût-ce sous la forme d'un adjectif<sup>3</sup>. » Il a lui-même préféré le terme « compagnons » à celui de gaullistes pour désigner ses soutiens.

Avec le général de Gaulle, entre 1940 et 1970, trois générations de gaullistes se succèdent, tout en se superposant souvent mais jamais complètement : les gaullistes de la Résistance, ceux du Rassemblement du peuple français (RPF) à partir de 1947 et ceux de la présidence de Gaulle. Mais, à chacune de ces époques, les gaullistes ne forment jamais un groupe totalement monolithique. Pourtant, le lien de fidélité les unissant au Général l'emporte sur tout.

Après de Gaulle, un gaulliste historique, Edmond Michelet, en 1971, s'efforce dans un livre de répondre à la question « Peut-on être gaulliste

---

1. *Les Gaullistes. Rituel et annuaire*, Paris, Seuil, 1963, p. 7.

2. Conférence de presse du 10 mars 1952.

3. Cité par Alain Peyrefitte, *C'était de Gaulle*, t. 1, Paris, Éditions de Fallois-Fayard, 1994, p. 38.

aujourd'hui ? »<sup>4</sup>. L'ère commencée en 1969 avec l'élection de Georges Pompidou à la présidence de la République se caractérise, en effet, par des interrogations croissantes sur le bien-fondé de l'appellation « gaulliste ». À la suite de la mort du chef de l'État en 1974 et plus encore à partir de 1976, année de naissance du Rassemblement pour la République (RPR), voulu et présidé par Jacques Chirac, une minorité de gaullistes accuse le « chiraquisme » de dénaturer les idées du général de Gaulle. Bel exemple d'un débat durable, les lettres ouvertes publiées dans *Le Figaro* en juin 1998. À Maurice Druon et son « Ne vous appelez plus gaullistes ! », Hervé Gaymard répond : « Nous continuerons à nous appeler gaullistes. » Conflit de générations ? Oui, mais pas seulement.

98 À la fin du xx<sup>e</sup> siècle et au début du xxi<sup>e</sup> siècle, alors que la disparition, en 2002, du RPR met fin, pour la première fois depuis 1947, à la présence d'un parti se revendiquant du général de Gaulle, le mot « gaulliste » ne s'efface pas de la vie politique. Au contraire, de plus en plus nombreux sont celles et ceux qui se disent « gaullistes ». La formule « Tous gaullistes », souvent affirmée, comme dans le quotidien *L'Opinion* le 1<sup>er</sup> janvier 2020 – « Commémorations : 2020, une année où tout le monde sera gaulliste » –, mérite évidemment d'être discutée...

#### LES « COMPAGNONS » AU TEMPS DU GÉNÉRAL

Les premiers parmi les gaullistes sont ceux de la France libre et de la Résistance, dont l'élite est composée des « compagnons de la Libération », membres de l'ordre créé par de Gaulle le 16 novembre 1940, choisis par lui, soit mille trente-six civils et militaires. C'est le régime de Vichy qui qualifie de « gaullistes » les Français continuant, depuis le 18 juin 1940, le combat par patriotisme, par refus de la défaite et de l'armistice. Dans la France libre, le vocable « gaulliste » s'impose de plus en plus, malgré de Gaulle. Il s'agit d'environ soixante à soixante-dix mille hommes et femmes, jeunes, venant pour moitié de Bretagne, d'Île-de-France et d'outre-mer (16 %), issus davantage des classes moyennes et surtout supérieures que des milieux populaires, plus instruits que la plupart des Français (plus de la moitié sont bacheliers)<sup>5</sup>. Quant aux résistants de l'intérieur, ils sont loin d'être tous initialement gaullistes. Un certain nombre d'entre eux se sont affirmés hors du gaullisme, voire contre de Gaulle, parfois présenté comme un dictateur potentiel, avant

4. *La Querelle de la fidélité. Peut-on être gaulliste aujourd'hui ?*, Paris, Fayard, 1971.

5. Jean-François Muracciole, *Les Français libres. L'autre Résistance*, Paris, Tallandier, 2009.

qu'une « gaullisation », selon le terme de l'historien Robert Belot<sup>6</sup>, ne se produise au fil des années, grâce à Pierre Brossolette et Jean Moulin. Le tournant date d'avril 1942 avec la déclaration aux mouvements de résistance, dans laquelle de Gaulle expose sa conception des « buts de guerre du peuple français ». Les perspectives tracées pour la France à la Libération rassurent. Les origines politiques de l'entourage du Général au temps du gaullisme de guerre frappent par leur diversité : des hommes venus du socialisme (Louis Vallon, Georges Boris, André Philip, Adrien Tixier), de l'antifascisme (Jacques Soustelle, René Capitant), du radicalisme (Henri Queuille, Pierre Mendès France) et de la démocratie-chrétienne (Georges Bidault, Maurice Schumann) côtoient ceux issus de la droite (André Diethelm, Louis Jacquinot).

Pendant la guerre et à la Libération, de Gaulle a refusé de prendre la tête d'un mouvement politique, malgré les appels de proches comme Brossolette. Les gaullistes des années de guerre optent pour des choix différents lors du retour à la démocratie en 1945. Beaucoup restent en dehors de tout engagement partisan. D'autres rejoignent leur parti d'origine (Pierre Mendès France) ou adhèrent à de nouvelles formations comme le Mouvement républicain populaire (Georges Bidault), l'Union démocratique et socialiste de la Résistance (René Pleven), ou encore intègrent une organisation ancienne comme le Parti radical (Michel Debré, Jacques Chaban-Delmas), parfois sur les conseils du Général. Mais, le 14 avril 1947, de Gaulle annonce la création d'un mouvement politique, le RPF, et il en prend la direction car, à ses yeux, la France est doublement menacée, à l'intérieur par un régime, la IV<sup>e</sup> République, et à l'extérieur par l'extension du communisme et la naissance de la guerre froide. Il s'agit d'un tournant majeur dans l'histoire du gaullisme : désormais, les gaullistes, ce sont d'abord les militants d'une formation politique soutenant de Gaulle ou se revendiquant de ses idées. Les objectifs du gaullisme sont alors définis : des institutions fortes – donc le changement de régime pour en finir avec le système parlementaire –, l'indépendance et la grandeur de la France, ainsi que l'association, troisième voie entre capitalisme et communisme.

Pour le Général, le RPF ne doit pas être un parti mais rassembler, quelles que soient les opinions politiques, ce qui autorise la double appartenance. En réalité, le RPF fonctionne comme un parti, et seul le Parti radical autorise pendant quelques années ses membres à y adhérer. Le succès est rapide : quatre cent mille membres en 1948, avant de chuter à quatre-vingt-neuf

6. *La Résistance sans de Gaulle*, Paris, Fayard, 2006.

mille en 1951. Sans être « le métro aux heures d'affluence », selon la formule de Malraux<sup>7</sup>, les gaullistes du RPF ont des origines sociales variées – certains sont des ouvriers. Une majorité n'a pas d'antécédents politiques et les autres viennent surtout de la droite (dont des anciens du Parti social français) mais aussi du radicalisme et, pour un petit nombre, de la gauche. Les succès électoraux ne durent pas : si de nombreux maires gaullistes sont élus en 1947, dont Pierre de Gaulle, à Paris, et Jacques Chaban-Delmas, à Bordeaux, aucune majorité n'émerge parmi les sénateurs en 1948 ni à l'Assemblée nationale en 1951 (on compte 118 députés RPF sur 610)... Le RPF est mis en sommeil par étapes en 1953 et 1955.

100 Les gaullistes de guerre ont-ils suivi de Gaulle dans l'engagement politique gaulliste ? Chez les compagnons du RPF, la place qu'occupent les anciens résistants est importante, entre un tiers et deux tiers, plus parmi les dirigeants nationaux et les cadres qu'à la base. Au sommet, les anciens de la France combattante sont nombreux : Gaston Palewski, Christian Fouchet, Jacques Soustelle, Louis Vallon, Eugénie Éboué, Pierre Billotte, René Capitant, le général Koenig... Plus de la moitié des parlementaires gaullistes de la IV<sup>e</sup> République sont issus de la Résistance (dont 18 % des Forces françaises libres) et plus de quatre sur dix des délégués départementaux du RPF (dont 15 % de la France libre). Pourtant, plus nombreux encore sont les compagnons de guerre qui n'ont pas adhéré au RPF : parmi les « connus », René Cassin, Pierre Mendès France, Romain Gary, Alain Savary ou, chez les futurs notables gaullistes de l'après-1958, Pierre Messmer, Louis Joxe, Yves Guéna, Robert Galley<sup>8</sup>.

Avec le retrait du RPF de la vie politique électorale et parlementaire en 1953, peu de gaullistes choisissent l'engagement partisan au Centre national des républicains sociaux, intégré à la IV<sup>e</sup> République, à l'image de Jacques Chaban-Delmas, Michel Debré ou Edmond Michelet. Certains demeurent des « compagnons du Rassemblement », liés par un engagement personnel de fidélité à de Gaulle au temps de la « traversée du désert ». Après le retour au pouvoir du général de Gaulle, en 1958, les gaullistes se retrouvent principalement dans un parti qui change à plusieurs reprises de nom : l'Union pour la nouvelle République (UNR) de 1958 à 1962, puis l'UNR-UDT (pour Union démocratique du travail) de 1962 à 1967, l'Union des démocrates pour la V<sup>e</sup> République de 1967 à 1968 et, enfin, l'Union des démocrates pour la République (UDR) à partir de juin 1968. Le

7. *Le Monde*, 14 octobre 1948.

8. Bernard Lachaise, « Qu'est-ce qu'un compagnon ? », in Serge Berstein, Pierre Birnbaum et Jean-Pierre Rioux (dir.), *De Gaulle et les élites*, Paris, La Découverte, 2008, p. 62-73.

terme « union » est toujours préféré à celui de parti. Progressivement, les anciens résistants et compagnons du RPF sont rejoints par des adhérents d'une nouvelle génération comme Jean Charbonnel, Robert Poujade ou Jacques Chirac. Durant les années de la présidence de Gaulle, les gaullistes se divisent en 1960-1961 sur la politique algérienne du chef de l'État : une petite partie s'y oppose fortement en défendant l'Algérie française et, menée par Jacques Soustelle, devient violemment antigauilliste. Sans aller jusqu'à la rupture, les gaullistes de gauche se différencient du parti majoritaire en regrettant une dérive droitière et l'absence de réalisation de l'objectif social du gaullisme, dont ils accusent le Premier ministre Georges Pompidou d'être responsable. Avec pour leaders Louis Vallon, René Capitant, Yvon Morand, Jacques Dauer, Philippe Dechartre, divisés en groupuscules (Union démocratique du travail, Front du progrès, Front travailliste, Convention de la gauche V<sup>e</sup> République, etc.), ils ne sont pas visibles électoralement mais disposent de bons relais médiatiques, dont leur journal, *Notre République*.

101

Au soutien par l'engagement partisan, d'autres gaullistes préfèrent la voie de l'adhésion à une association qui se veut « apolitique ». Née en mai 1958, l'Association nationale pour l'appel au général de Gaulle devient, à partir du retour du Général au pouvoir, l'Association nationale « pour le soutien de l'action du général de Gaulle ». Elle attire une centaine de milliers de Français au début, mais ils ne sont plus qu'une dizaine de milliers au milieu des années 1960<sup>9</sup>.

#### GAULLISTES ET NÉOGAULLISTES : LA « QUERELLE DE LA FIDÉLITÉ »

Avec l'après-de Gaulle, si l'appartenance au parti qui affiche son soutien aux idées et valeurs du Général reste majoritairement le choix des gaullistes, le lien personnel, ô combien constitutif du compagnonnage, n'existe plus avec les successeurs. Dès 1967 et plus encore en 1969, des gaullistes expriment leurs réserves envers Georges Pompidou – parfois violemment comme Louis Vallon, publiant cette année-là *L'Anti-de Gaulle*, ce qui lui vaut l'exclusion du parti. Une distinction s'opère progressivement entre « gaullistes » et « pompidoliens ». Certains, menés par Pierre Lefranc, continuent à s'engager dans l'Association nationale devenue « pour la

9. Bernard Lachaise, « De l'Association nationale... », in Claire Andrieu, Gilles Le Béguec et Danielle Tartakowsky (dir.), *Association et champ politique. La loi de 1901 à l'épreuve du siècle*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2001, p. 403-417.

fidélité à la mémoire du général de Gaulle ». Comme l'exprime Edmond Michelet cependant : « On n'a pas exclu Vallon du gaullisme, ce qui aurait été intolérable, mais d'une formation politique qui s'appelle l'UDR<sup>10</sup>. » Quant aux gaullistes de gauche, ils restent peu nombreux et divisés, avec Philippe Dechartre, Léo Hamon, Yvon Morandat, Gilbert Grandval ou Jean Charbonnel, ancien ministre du Général et de Pompidou à la tête, à compter de 1976, de la Fédération des républicains de progrès. Des divergences éclatent entre gaullistes sur l'élargissement de la majorité aux centristes, l'entrée du Royaume-Uni dans l'Europe en construction et le quinquennat envisagé par Pompidou. Chaque fois, la fidélité à la politique de De Gaulle sert d'argument d'opposition.

102 Les tensions et les désaccords s'accroissent lors de la mort du président Pompidou, en 1974. Les gaullistes se divisent : la majorité soutient la candidature de Jacques Chaban-Delmas, une minorité prend position dès le premier tour de l'élection présidentielle pour Valéry Giscard d'Estaing – dont Jacques Chirac, lui aussi ancien ministre du Général et de Pompidou – et quelques-uns comme d'autres anciens ministres du Général, Jean-Marcel Jeanneney ou Edgard Pisani, votent François Mitterrand. L'un de ces derniers, Léo Hamon, ancien membre du gouvernement de Jacques Chaban-Delmas, explique : « Je refuse de me rallier à Valéry Giscard d'Estaing : ce serait, selon moi, se ranger à droite, ce qui est contraire à l'esprit du gaullisme [...]. Je ne reprendrai pas ma carte à l'UDR, dont la dérive à droite me paraît désormais irrésistible<sup>11</sup>. » La présidentielle de 1974, puis la création à l'initiative de Jacques Chirac d'un nouveau parti gaulliste en 1976, le RPR, sont, pour un certain nombre de gaullistes, à l'image de Maurice Druon, une cause d'éloignement d'abord, puis de rupture parfois avec la forme partidulaire de l'engagement gaulliste. Jacques Chirac est perçu plus comme issu du pompidolisme que du gaullisme. Beaucoup restent cependant au RPR, à l'instar de Jacques Chaban-Delmas, attaché au compagnonnage et depuis toujours favorable à l'ouverture : « C'est au sein du RPR que se trouve le plus grand nombre de gaullistes [...]. Mais certains gaullistes n'appartiennent pas au RPR. Eh bien, ils jouent leur rôle [...]. D'autres encore sont des formations politiques qui sont gaullistes en partie. Peu importe<sup>12</sup>. » D'autres y viennent puis en partent, comme Jean Charbonnel.

10. *La Querelle de la fidélité, op. cit.*, p. 128.

11. Archives du Centre d'histoire de Sciences Po, fonds Léo Hamon, script des mémoires.

12. Cité par Olivier Wieviorka, *Nous entrerons dans la carrière. De la Résistance à l'exercice du pouvoir*, Paris, Seuil, 1994, p. 315.

Au temps du RPR, un important renouvellement de générations a lieu : aux gaullistes historiques issus de la guerre et du RPF, dont beaucoup disparaissent de la vie politique lors des scrutins de 1977, 1978 et 1981, s'ajoutent les générations des pompidoliens et de ceux qui adhèrent au nouveau parti de Jacques Chirac, comme Alain Juppé et Nicolas Sarkozy. L'un d'eux, le jeune Hervé Gaymard, l'explique à son aîné : « Il y a, cher Maurice Druon, après vous, des gaullistes qui n'étaient pas nés en 1940, ni en 1958, pas même en 1970<sup>13</sup>. » Ainsi renouvelé, face aux mutations du contexte national et international (la dépression économique, l'arrivée de la gauche au pouvoir, l'approfondissement de l'intégration européenne vers l'Union européenne, la fin de la guerre froide), le RPR effectue des choix sur lesquels se divise la famille gaulliste. Ceux qui se disent être « les vrais gaullistes » – tel Michel Debré, candidat à l'élection présidentielle de 1981 – côtoient ceux qui sont désignés comme les « néogaullistes ». 1981 constitue un nouvel exemple de la perte pour les gaullistes d'un « chef » incontestable : en plus de Michel Debré, Jacques Chirac et Marie-France Garaud se disputent leurs voix... tandis que quelques-uns soutiennent François Mitterrand ou appellent à voter pour lui au second tour plutôt qu'à soutenir un néogaulliste. Et aux présidentielles suivantes, la division se maintient : si la plupart soutiennent Jacques Chirac en 1988, des gaullistes s'engagent en faveur du libéral Raymond Barre ; en 1995, le clivage est plus marqué (Jacques Chirac se retrouve face à Edouard Balladur, tous deux issus du RPR) ; en 2002, quelques gaullistes historiques soutiennent la candidature de Jean-Pierre Chevènement, défenseur de l'indépendance nationale.

103

Entre 1976 et 2002, les divisions se multiplient sur les institutions, sur le programme économique et sur la politique étrangère. En 1986, la majorité, avec Edouard Balladur et Jacques Chirac, accepte la cohabitation, mais d'autres, comme Jean Foyer, la rejettent. La réforme de 2000 sur le quinquennat, à l'initiative du président Chirac, suscite l'opposition de gaullistes historiques tels qu'Olivier Guichard. L'adoption, à partir de 1981, par le RPR d'un libéralisme inspiré des modèles anglo-saxons de Margaret Thatcher et de Ronald Reagan, qui tourne largement le dos aux politiques des années de Gaulle, ne convainc pas tous les gaullistes – Philippe Séguin, attaché à un « gaullisme social », dénonce alors les « libéralomaniaques ». Le discours de Jacques Chirac lors de la campagne présidentielle de 1995 sur « la fracture sociale » est considéré comme un retour aux sources du gaullisme, peu durable cependant.

---

13. *Le Figaro*, 23 juin 1998.

104 Les nouvelles étapes de l'intégration européenne divisent les gaullistes comme jamais depuis la guerre d'Algérie, qu'il s'agisse de l'élection du Parlement européen au suffrage universel direct (1979), de l'Acte unique (1986), du traité de Maastricht (1992) – Jacques Chirac l'approuvant tandis que Philippe Séguin et Charles Pasqua s'y opposent – ou du traité d'Amsterdam (1997). La dénonciation de la politique européenne du RPR et du président Chirac conduit à une scission du parti : Charles Pasqua fonde avec Philippe de Villiers un nouveau RPF (Rassemblement pour la France), dont le nom et le sigle renvoient aux racines du gaullisme. L'intervention de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord en Serbie en 1999, approuvée par le président Chirac, est condamnée par certains gaullistes proches de Charles Pasqua, qui qualifient le chef de l'État d'« antigauilliste acharné »<sup>14</sup>. Évoquant dans ses mémoires son discours du 16 juillet 1995 au Vél'd'Hiv, où il reconnaît la responsabilité de l'État français dans la déportation des juifs durant la Seconde Guerre mondiale (« Le 16 juillet 1942 [...], la France, ce jour-là, accomplissait l'irréparable »), Jacques Chirac donne une réponse globale à ses détracteurs. Il explique le mécontentement des « gaullistes les plus orthodoxes » lui « reprochant d'avoir commis une sorte de sacrilège vis-à-vis de la mythologie gaullienne » : « Ce n'est pas la première fois que je bouscule quelque peu les "barons" dans leur noble et respectable certitude d'être les détenteurs exclusifs de l'héritage du Général. Mais le gaullisme est-il autre chose, en fait, qu'une exigence de vérité au service de la seule cause qui vaille : celle de la France, de sa grandeur, de son unité et de l'exemple d'humanisme qu'elle se doit de donner au reste du monde ? »<sup>15</sup>

Malgré les écarts entre la pensée du général de Gaulle et la pratique politique de Jacques Chirac, une culture politique spécifique aux gaullistes reste dominante au sein du RPR. Ses fondements reposent sur des convictions et des formes d'expression. Si les néogaullistes ont adopté « le moins d'État » en matière économique et sociale, ce qui constitue une rupture avec le gaullisme initial, ils restent viscéralement attachés à la Constitution de la V<sup>e</sup> République et à une haute conception de la place de la France dans le monde. Ils conservent longtemps la croix de Lorraine sur leur emblème, l'attachement aux mêmes lieux de mémoire – le Mont-Valérien, Colombey-les-Deux-Églises –, le même panthéon, la même « langue gaulliste » – dont les mots « compagnon » et « ardeur » – et la pratique des grands rassemblements. Ces signes extérieurs constituent le facteur

14. *Le Monde*, 5 juillet 2000.

15. Jacques Chirac, *Le Temps présidentiel. Mémoires 2*, Paris, Nil, 2011, p. 74 et 77.



d'identification le plus fort des militants du RPR, à la fois à l'intérieur du parti et à l'extérieur, pour se distinguer, par exemple, de l'UDF (Union pour la démocratie française) au sein des droites<sup>16</sup>. Pour les gaullistes « chiraquiens », l'essentiel est là : « Sans Jacques Chirac, écrit Hervé Gaymard, sans son énergie, sans sa volonté et sa persévérance, il y a bien longtemps que l'expression politique du gaullisme aurait sombré corps et biens<sup>17</sup>. » Pourtant, le questionnement scientifique sur le lien entre gaullisme et chiraquisme a commencé dès le début des années 1980, longtemps avant le coup de colère de Maurice Druon. L'historien René Rémond n'écrit-il pas que « le néogaullisme qu'incarne le chiraquisme est un gaullisme rétréci [...], appauvri idéologiquement », et le politiste Jean Baudoin ne réfléchit-il pas à l'idée d'« un adultère »<sup>18</sup> ?

« T O U S G A U L L I S T E S ? »

105

2002 marque un tournant dans l'histoire du gaullisme et des gaullistes. Le 21 septembre, le RPR prononce sa dissolution et les gaullistes sont invités à adhérer au nouveau parti d'union des droites et du centre, l'Union pour la majorité présidentielle (UMP). C'est la fin du parti fondé vingt-six ans plus tôt et la disparition – fait inédit depuis 1947 – d'une grande force politique se réclamant du gaullisme. L'origine de l'UMP date de la fin des années 1990 et des déboires électoraux du RPR, de l'UDF et de Démocratie libérale. Il s'agit, à partir de 2000, de regrouper l'ensemble des forces d'opposition dans un parti unique pour préparer la réélection de Jacques Chirac en 2002. Le RPR soutient, à compter de 2001, l'Union en mouvement « pour la création d'une grande formation unie, pluraliste, démocratique et décentralisée de soutien au président de la République ». Une fois Jacques Chirac réélu, elle prend pour nom, le 17 novembre 2002, « Union pour un mouvement populaire », avant de devenir en 2015, à l'initiative de Nicolas Sarkozy, le parti Les Républicains. Bien que majoritaires dans la nouvelle formation, présidée d'abord par Alain Juppé, les gaullistes côtoient dans la même structure des libéraux et des centristes, avec lesquels ils ont été souvent alliés depuis les années 1970-1980 mais dont ils ne partagent pas la même culture politique.

16. Bernard Lachaise, « Le RPR et le gaullisme. Les infortunes d'une fidélité », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 44, 1994, p. 25-30.

17. *Le Figaro*, 23 juin 1998.

18. René Rémond, *Les Droites en France*, Paris, Aubier, 1982, p. 334-335 et 341 ; Jean Baudoin, « «Gaullisme» et «chiraquisme» : réflexions autour d'un adultère », *Pouvoirs*, n° 28, 1984, p. 53-66.

La fin de l'existence d'un parti se revendiquant des idées du général de Gaulle trouble de nombreux gaullistes. Philippe Séguin a mené en vain, à l'intérieur du RPR, le combat pour s'opposer à la création de l'UMP, parti vis-à-vis duquel il a des mots très durs : « club de supporters » de Jacques Chirac et « marais qui tient lieu de parti unique de la droite »<sup>19</sup>. Michèle Alliot-Marie, dernière présidente du RPR, ne cache pas sa réticence en affirmant, en janvier 2001, que « le gaullisme n'est pas soluble dans l'eau tiède », avant de céder. Le jeune Nicolas Dupont-Aignan s'oppose également à la création de l'UMP. Ses efforts pour faire accepter un courant au sein du nouveau parti échouant, il démissionne de l'UMP en 2007 et transforme, l'année suivante, le club « Debout la République », qu'il a fondé en 1999, en parti politique.

106 Même si les partis gaullistes n'ont jamais rassemblé tous les gaullistes, identifier ces derniers est de plus en plus difficile au XXI<sup>e</sup> siècle. Après Michel Debré en 1996, Jacques Foccart et Roger Frey en 1997, Maurice Schumann en 1998, Maurice Couve de Murville et Alain Peyrefitte en 1999, les dernières figures historiques, compagnons depuis la guerre pour la plupart, disparaissent peu à peu<sup>20</sup>. Un des derniers moments d'unanimité date de 2003, lorsqu'il fallut approuver le choix du président Chirac et de son ministre des Affaires étrangères, Dominique de Villepin, refusant de s'engager aux côtés des États-Unis dans la guerre en Irak contre Saddam Hussein. Mais, face au projet visant à établir une constitution politique pour l'Europe en 2005, la division l'emporte. Si le président Chirac s'engage en faveur de la ratification du texte qu'il soumet au référendum le 29 mai, une minorité au sein de l'UMP s'y oppose, tout comme des « gaullistes sociaux » – menés par Jean Charbonnel – appelant à « un non gaulliste » et des figures telles que Pierre Lefranc ou Jean Foyer.

La défense exigeante de la souveraineté de la France, qu'il s'agisse des relations avec les États-Unis ou de la construction européenne, constitue le marqueur le plus visible d'une identité gaulliste depuis les années 1990, l'autre acquis de l'œuvre du général de Gaulle, les institutions de la V<sup>e</sup> République, faisant désormais largement consensus

19. *Itinéraire dans la France d'en bas, d'en haut et d'ailleurs*, Paris, Seuil, 2003, p. 500 et 598.

20. Comme Jacques Chaban-Delmas en 2000, Henri Duvillard en 2001, Olivier Guichard en 2004, Jacques Baumel, Michel Habib-Deloncle et Raymond Triboulet en 2006, Pierre Messmer en 2007, Jean Foyer en 2008, Yvon Bourges en 2009, Pierre Lefranc et Robert Galley en 2012, André Bord en 2013, Jean Charbonnel et Philippe Dechartre en 2014, Charles Pasqua en 2015, Yves Guéna en 2016, Robert Poujade en 2020. Des hommes de gouvernement gaullistes des années de Gaulle-Pompidou, seuls sont en vie en mai 2020 : Albin Chalandon, André Fanton, Hubert Germain, Jacques Limouzy, Pierre Mazeaud, Christian Poncelet, Bernard Pons, Olivier Stirn et Henri Torre.

malgré les appels croissants à une VI<sup>e</sup> République. Ce positionnement peut conduire à réduire les gaullistes à une des composantes de la sphère souverainiste, en plein essor depuis la ratification du traité de Maastricht. Nicolas Dupont-Aignan a contribué à cette assimilation de par son discours et son parcours du RPR à Debout la République, transformé en Debout la France en 2013. Mais un tel choix contribue à accentuer la dérive droitière des gaullistes. Il peut mener jusqu'à des rapprochements voire des alliances avec l'extrême droite – ainsi le Front national a-t-il bénéficié en 1999 du soutien de Charles de Gaulle, un des petits-fils du Général, et en 2017 de celui de Nicolas Dupont-Aignan –, ce qui est contraire aux valeurs du général de Gaulle et suscite la protestation publique de la famille de Gaulle<sup>21</sup>.

Alors, que signifie l'expression « Tous gaullistes », fréquemment utilisée en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, dans la presse mais aussi par les historiens... avec un point d'interrogation<sup>22</sup> ? En réalité, elle ne correspond plus à un compagnonnage, à une appartenance politique désignant celles et ceux qui partageraient les idées du général de Gaulle. Elle renvoie à l'image désormais consensuelle du Général, cinquante ans après sa mort. La présence de De Gaulle dans les discours politiques dépasse le clivage droite-gauche. Lors des élections présidentielles de 2007, 2012 et 2017, de Gaulle a été cité par la droite et le centre surtout, un peu à gauche et, fait nouveau dans le dernier cas, par la candidate du Front national. De Gaulle échappe à un parti ou à une seule partie de l'échiquier politique. Sa mémoire aussi a été « nationalisée », et elle devient « unanimiste » quand, dans un sondage TNS Sofres publié en 2010, de Gaulle apparaît comme le plus important personnage de l'histoire de France, pour 70 % des personnes interrogées<sup>23</sup>. Le gaullisme, quant à lui, est considéré, à la même date, comme une référence qui appartient au passé, par 67 % d'entre elles. Les Français sont sans doute devenus moins gaullistes que

107

21. « Le nom que vous portez ne vous appartient pas ; il ne vous appartient pas de vous en servir pour défendre des idées et des hommes qui, depuis plus d'un demi-siècle, sont les ennemis de ce qu'incarnait le général de Gaulle » (*Le Monde*, 19 mai 1999) ; « Ça suffit ! Rappel aux gaullistes et autres [...], l'action et les valeurs de mon grand-père appartiennent à l'Histoire, c'est-à-dire à tout le monde, écrit Yves de Gaulle, [...] honte à ceux qui oublient, ou, pire, dévoient le message de ce qui fut notre honneur » (*Le Télégramme*, 2 mai 2017).

22. Cf. notamment Jean-Louis Matharan, « Tous gaullistes aujourd'hui ? », in François Audigier, Bernard Lachaise et Sébastien Laurent (dir.), *Les Gaullistes. Hommes et réseaux*, Paris, Nouveau Monde Éditions, 2013, p. 555-572 ; François Audigier, « De Gaulle, l'héritage et les héritiers », in Tristan Lecoq (dir.), *Enseigner de Gaulle*, Paris, Canopé Éditions, 2018, p. 159-166.

23. Bernard Lachaise, « De Gaulle dans les élections présidentielles du XXI<sup>e</sup> siècle : "un homme à aimer" ? », *Cahiers d'histoire immédiate*, n° 50, 2017, p. 29-39.

« charles-de-gaullistes », selon la formule de l'historienne Frédérique Neu-Dufour<sup>24</sup>.

108 Quand on porte un regard sur la place des gaullistes dans l'histoire de France depuis 1940, nul ne peut contester qu'elle est grande, pendant la Seconde Guerre mondiale d'abord, dans les fondements de la V<sup>e</sup> République ensuite, tant en ce qui concerne les institutions que la politique étrangère. Les gaullistes sont venus à la fois de la droite, pour la plupart, du centre – radical ou démocrate-chrétien – et de la gauche. Le rassemblement ainsi réalisé correspond à la conviction profonde du général de Gaulle, réaffirmée le 15 décembre 1965 face à Michel Droit : « La France, c'est tout à la fois, c'est tous les Français. Ce n'est pas la gauche, la France ! Ce n'est pas la droite, la France ! » Pourtant, au fil des années, surtout dans l'après-de Gaulle, les nouveaux adhérents et leurs dirigeants ont accentué la droitisation des gaullistes. Ils ont contribué à des infléchissements sensibles dans les programmes et les politiques des partis se revendiquant du Général : plus d'Europe, moins d'État. Les néogaullistes succèdent aux gaullistes. L'historien se doit, cependant, de rappeler que le « procès » en néogaullisme est ancien – Jacques Soustelle y a recours pour décrire la V<sup>e</sup> République avec laquelle il rompt en 1960<sup>25</sup>. Face aux accusations portées par ceux qui s'autoproclament comme « les vrais gaullistes », il faut aussi rappeler que le gaullisme n'est pas une doctrine, qu'il a, depuis ses débuts, considéré le poids des circonstances et fait preuve de pragmatisme. Si l'évolution de la politique algérienne du général de Gaulle au pouvoir a provoqué une profonde rupture, l'acceptation du traité de Rome en 1958, pourtant rejeté par les gaullistes l'année précédente, n'a pas eu de telles conséquences. Dans l'histoire des gaullistes, le plus grand tournant se situe au début du XXI<sup>e</sup> siècle avec la disparition d'un parti se revendiquant du Général. Désormais, les gaullistes peuvent être partout et nulle part, mais ils sont difficilement identifiables dans la vie politique car l'affirmation « ni droite ni gauche » comme un positionnement souverainiste ne sauraient suffire à les repérer. La place qu'occupe le général de Gaulle est si forte dans la mémoire des Français qu'elle dépasse les clivages politiques. Les gaulliens remplacent les gaullistes.

24. *Yvonne de Gaulle*, Paris, Fayard, 2010.

25. *Vingt-huit ans de gaullisme*, Paris, La Table ronde, 1968, p. 149.

R É S U M É

---

*Le vocable « gaullistes » – auquel de Gaulle préférerait celui de compagnons –, d'abord utilisé pendant la Résistance, désigne, à partir de 1947, principalement mais pas exclusivement les membres des partis engagés dans le combat politique de Charles de Gaulle, dans l'opposition puis au pouvoir. Après sa présidence, les pompidoliens et les chiraquiens se veulent les héritiers du Général, mais de fortes différences séparent gaullistes et néogaullistes. Depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle, les gaullistes ne sont plus identifiables dans la vie politique : si l'image consensuelle du général de Gaulle peut faire croire que tous les Français sont désormais gaullistes, ils sont surtout gaulliens.*

